



© Véronique Védrenne

« Société Générale entend plus que jamais continuer à jouer son rôle de premier plan dans le financement de l'économie française »

Cher actionnaire,

L'automne 2008 est marqué par des bouleversements économiques et financiers importants. Depuis les faillites en septembre de Lehman Brothers et de Washington Mutual, la crise financière s'est intensifiée, conduisant à une quasi-paralysie du marché interbancaire. Afin de restaurer la confiance indispensable au bon fonctionnement de l'activité interbancaire, les principales banques centrales ont injecté à plusieurs reprises d'importantes liquidités sur les marchés. De plus, des plans coordonnés ont été mis en place par les États dans le but d'éviter une rupture de la distribution de crédits. Ces mesures exceptionnelles commencent à produire leurs effets. Toutefois, le résultat net du groupe Société Générale au troisième trimestre reste affecté par l'aggravation de la crise financière et le provisionnement prudent des actifs à risque. Dans ce contexte dégradé, le Groupe parvient à maintenir des performances commerciales satisfaisantes dans l'ensemble de ses métiers. Il s'est, de plus, attaché à réduire de façon substantielle ses expositions à risque, à contrôler strictement les risques de marché et à extérioriser une solvabilité élevée.

Le Groupe présente au 3^e trimestre 2008 des revenus de 5 108 millions d'euros, en baisse de -5 % par rapport au 3^e trimestre 2007.

Le « socle » des activités de Banque de détail et Services financiers affiche une hausse de près de 10 % de son revenu trimestriel sur un an.

En Gestions d'actifs et Services aux investisseurs, la Banque privée réalise une performance remarquable, alors que les Services aux investisseurs voient leur niveau de revenus affecté par la baisse des marchés financiers. En Gestions d'actifs, le Groupe a engagé un plan de redressement visant à adapter l'offre et l'organisation de l'activité.

La Banque de financement et d'investissement affiche de bonnes performances commerciales, le pôle s'attachant à contrôler au plus près ses risques dans un contexte de volatilité extrême des marchés actions.

Éligible, à l'instar de ses concurrents, aux deux dispositifs mis en place par l'État – renforcement des fonds propres à hauteur de 1,7 milliard d'euros; mise à disposition d'emprunts à moyen/long terme en contrepartie d'un collatéral de bonne qualité – Société Générale entend plus que jamais continuer à jouer son rôle de premier plan dans le financement de l'économie française.

Au total, sur les neuf premiers mois de l'année, Société Générale extériorise 1,9 milliard d'euros de Résultat net part du Groupe et confirme sa solidité financière à fin septembre avec un Tier One de 9,0% (proforma de l'émission de dette subordonnée qui sera réalisée au 4^e trimestre 2008). Ce niveau de solvabilité permettra au Groupe de poursuivre sa stratégie en dépit d'un environnement difficile.

Soyez assuré de l'engagement total de l'ensemble des collaborateurs du Groupe à accompagner nos clients dans la mise en œuvre de leurs projets.

Je vous remercie de votre confiance.

Frédéric OUDEA
Directeur général

Chiffres clés

■ 3^e trimestre 2008

PRODUIT NET BANCAIRE

5 108 MEUR (-5%)

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

183 MEUR

COÛT DU RISQUE

67 points de base

■ 9 mois 2008

PRODUIT NET BANCAIRE

16 371 MEUR (-9,3%)

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

1 923 MEUR

ROE GROUPE APRÈS IMPÔT

8,6%

ROE GROUPE APRÈS IMPÔT -
HORS ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

15% environ

RATIO TIER ONE
AU 30/09/2008

8,5%

(9% avec prise en compte
des mesures gouvernementales)

Sommaire

■ vie du groupe

■ Résultats du
3^e trimestre 2008 **2**

■ spécial liquidités
bancaires **4**

■ repères **6**

■ innovations **7**

■ initiatives
et engagements **8**

vie du groupe

résultats
3^e trimestre 2008

■ Réseaux de détail et Services financiers

Réseaux France

Sur le marché des particuliers, au 3^e trimestre 2008, les ouvertures de comptes à vue progressent de 27 100 unités et l'encours d'épargne bilancielle s'accroît de +1,5 %.

Le Groupe continue à enregistrer une croissance très dynamique de ses encours. Ainsi, les encours de crédits à l'habitat progressent (+10,1%). Les réseaux France maintiennent leur politique commerciale d'offre de crédits aux particuliers. Par ailleurs, sur le marché des clientèles commerciales, vive progression des encours moyens de dépôts bilanciels (+32,4%) et forte croissance des encours de crédits de fonctionnement (+13,8%) et d'investissement (+19,5%).

Réseaux internationaux

L'activité du pôle affiche une progression de +26,5%* des revenus au 3^e trimestre 2008. Plusieurs indicateurs d'activité illustrent cette solidité et ce dynamisme :

- 12 millions de clients particuliers (+8,4 %* sur un an, hors intégration de Rosbank) ;
- un réseau de plus de 3 600 agences (320 ouvertures à iso-périmètre sur 1 an) et 59 000 collaborateurs (+ 3 000 sur l'année à périmètre constant) ;
- croissance des encours de dépôts et de crédits (respectivement de +9,0%* et + 29,3%* pour la clientèle de particuliers, et de +15,1%* et +27,9%* pour la clientèle commerciale) ;
- un ratio « Prêts/Dépôts » de 100 %.

* À données constantes

** Hors PEL/CEL et hors plus-value Euronext

*** À données constantes et hors Fimat et Newedge

(1) Hors affecturage

(2) Hors actifs gérés par Lyxor

	Réseaux France	Réseaux internationaux	Services financiers	Gestions d'actifs & Services aux investisseurs	Banque de financement et d'investissement
PNB (M EUR) Var. T3-07	1 781 (+2,4%**)	1 301 (+26,5%*)	804 (+7,7%*)	746 (-7,8%***)	647 (-43,2%*)
RNPG (M EUR) Var. T3-07	345 (-3,6%**)	255 (+48,3%)	133 (-9,5%)	68 (-50,4%)	-244 (n/s)
ROE après impôt (en %)	18,9	36,8	12,2		n/s
Collecte nette (Md EUR)				-6,1(2)	

En dépit de la contagion de la crise de liquidité, les pays d'Europe centrale et orientale dans lesquels le Groupe est présent, tout comme la Russie, affichent des perspectives de croissance à moyen terme plus attractives que les économies d'Europe de l'Ouest ou les États-Unis. Sans que ces pays puissent rester insensibles au ralentissement économique qui touche la plupart des pays industrialisés, le différentiel de croissance devrait rester à leur avantage au cours des années à venir.

Services financiers

Le Crédit à la consommation affiche une croissance de sa production (+30,6%*) et de ses encours (+20,5%*) tout en renforçant sa présence à l'international avec notamment la création d'un partenariat en Russie (« Banque PSA Finance»). En matière de financements de biens d'équipement professionnel, le Groupe poursuit sa politique de développement international (création de deux filiales, en Croatie et au Brésil). Leader européen, **SG Equipment Finance** a élargi son offre avec l'acquisition de PEMA GmbH (location de camions). Les encours⁽¹⁾ progressent de +10,8%* au 3^e trimestre 2008. En location automobile longue durée et gestion de flotte, **ALD Automotive** conserve sa place de numéro 2 européen en termes de parc géré (+8,4 %*) et poursuit sa croissance dans les pays à fort potentiel comme l'Inde (x 2,3), la Lituanie (x 2,2) et le Brésil (x 2,1).

■ Gestions d'actifs et Services aux investisseurs

Gestion d'actifs

Dans un environnement difficile, les actifs sous gestion de SGAM reculent de -11,2 milliards



d'euros au 3^e trimestre 2008, à 298 milliards d'euros, avec une position largement réduite sur les fonds monétaires dynamiques (1,3 milliard d'euros). Sur un an, la baisse est de -20,5 %, en raison notamment des effets négatifs de marché (-48,7 milliards d'euros) et de la décollecte cumulée (26,1 milliards d'euros).

Banque privée

SG Private Banking confirme au 3^e trimestre 2008 la solidité de son fonds de commerce et de sa stratégie de développement, en France (création d'un maillage régional de six implantations spécialisées) et à l'international (implantation à Shanghai). Les actifs gérés s'établissent à 73 milliards d'euros à fin septembre.

Société Générale Securities Services (SGSS), Brokers et épargne en ligne (Boursorama)

Sur un an, **SGSS** affiche une progression des actifs en conservation (+6,2%) et administrés (+20,2%).

Newedge connaît une activité commerciale soutenue sur le 3^e trimestre 2008 et se classe n°1 Futures Commission Merchant aux États-Unis depuis fin août.

Boursorama enregistre un repli du nombre d'ordres exécutés (-14 %, mais +4,6 % par rapport au 2^e trimestre 2008). Les encours d'épargne en ligne sont en baisse (-3,2%*) par rapport au 2^e trimestre 2008. L'attrait des offres bancaires se confirme (5 275 comptes ouverts sur le 3^e trimestre 2008).

Banque de financement et d'investissement

Les résultats du trimestre sont impactés par des éléments non récurrents liés à un environnement de marché très difficile.

La hausse des revenus du 3^e trimestre 2008 (+20,9 %, hors éléments non récurrents) s'explique par une bonne performance commerciale tirée par les activités de marché et une gestion prudente des positions de *trading*. Les activités **Actions** réalisent un trimestre solide avec notamment une bonne performance commerciale des produits de flux. **SG CIB** confirme son *leadership* mondial dans les dérivés actions (n°1 mondial par *Risk Interdealer Rankings* 2008, n°1 mondial sur les Warrants).

Le pôle **Taux, change et matières premières** enregistre des revenus commerciaux records tirés par les produits de flux, les structurés de taux et change et les matières premières. Dans un contexte de marché dégradé, les

métiers **Financement et Conseil** affichent une performance contrastée. Les financements structurés d'infrastructure, de ressources naturelles et d'acquisitions réalisent des performances solides (financement du rachat de British Energy par EDF...). SG CIB conserve sa part de marché sur les émissions obligataires en Euro (n°5). Les conditions de marché demeurent défavorables sur les activités de financement à levier et immobilier.

Gestion Propre

Ce pôle enregistre sur le 3^e trimestre 2008 un Résultat Brut d'Exploitation de -201 millions d'euros principalement lié à la comptabilisation de décotes pour dépréciation durable sur le portefeuille de participations. ■

(en millions d'euros)	T3-08	Variation par rapport T3-07 ^(a)
Produit net bancaire	5 108	-8,2%*
Frais de gestion	-3 697	+8,0%*
Résultat brut d'exploitation	1 411	-34,7%*
Résultat d'exploitation	724	-62,9%*
Résultat net part du Groupe	183	-83,7%
ROE Groupe après impôt	1,7 %	-
Ratio Tier one fin de période	8,5%**	-

(a) : Données publiées non retraitées des conséquences comptables des opérations fictives enregistrées en 2007 sur activités de marché non autorisées et dissimulées. Les données retraitées figurent en annexe 3 du communiqué de presse. En revanche, afin de donner une information plus pertinente sur la performance du Groupe, les données chiffrées correspondent aux données historiques publiées ; les commentaires sont formulés également par référence à ces données historiques publiées.

* Données à périmètre et change constants
 ** Hors plan gouvernemental



Société Générale face à la crise de liquidité

Directeur financier du groupe Société Générale, Didier Valet revient pour la Lettre de l'Actionnaire sur la crise des liquidités bancaires et les réponses apportées par les pouvoirs publics.

■ Comment se caractérise la crise des liquidités bancaires ?

Depuis septembre et la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers, d'importantes tensions sont apparues sur les marchés de refinancement bancaires à court, moyen et long terme. Echaudés par leurs pertes sur Lehman et d'autres établissements, nombre d'investisseurs ont perdu confiance. Aux États-Unis comme en Europe, ils ont pratiquement cessé d'intervenir sur les marchés interbancaires où les banques se refinancent.

La capacité des banques à octroyer des crédits étant menacée, les autorités publiques ont réagi. Le 3 octobre, aux États-Unis, le Congrès a finalement adopté le plan Paulson, qui permet à l'État fédéral de racheter aux banques jusqu'à 700 milliards de dollars d'actifs à risque. Parallèlement, les grandes banques centrales sont intervenues de concert, en réduisant leurs taux d'intérêt et en injectant massivement des liquidités de court terme.

Mais ces mesures n'ont pas suffi à réinstaurer la confiance. Parallèlement, l'économie mondiale a accusé

un net ralentissement qui s'annonce durable, alors que les banques étaient déjà confrontées à des pertes et un tarissement des liquidités. La question de leur capitalisation et de l'accès aux refinancements de moyen et long terme restait effectivement posée.

Début octobre, les réponses des autorités n'étaient pas coordonnées. La donne a changé avec l'adoption au Royaume-Uni, le 8 octobre, du plan porté par le gouvernement de Gordon Brown. Le plan Brown va plus loin que le plan Paulson et propose aux banques britanniques de renforcer leur capitalisation et facilite leur refinancement à moyen terme.

S'inspirant de ce modèle, l'Eurogroupe a énoncé le week-end du 12 octobre des principes d'action communs dont découlent les différents plans nationaux de la zone euro. Parallèlement, la Banque centrale européenne assure un approvisionnement suffisant en liquidités. Le but de ces mesures est que les banques continuent à distribuer des crédits dans des conditions économiques plus difficiles qu'actuellement.

■ Quelles sont les grandes lignes des mesures annoncées par la France le 15 octobre ?

Pertinente et pragmatique, la déclinaison française de ce plan tient compte des spécificités du secteur bancaire. Si elles ont toujours accompagné leurs clients, les banques françaises n'en ont pas moins mené une politique de crédit plus prudente qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni. La menace financière qui pèse sur l'économie française est donc relativement moindre, et le plan en tire les conséquences.

C'est pourquoi il vise d'abord à assurer la liquidité bancaire à moyen et long terme, grâce à une structure spécifique : la Société française de refinancement de l'économie (SFRE), dont l'État détient 34 % des parts aux côtés des banques. Jusqu'au 31 décembre 2009, la SFRE pourra émettre jusqu'à 265 milliards d'emprunts obligataires bénéficiant de la garantie de l'État, et dont les maturités pourront atteindre cinq ans. Les banques françaises pourront ensuite réemprunter cet argent à la SFRE, en contrepartie du dépôt en garantie d'actifs de qualité d'une valeur équivalente, et du paiement d'un intérêt.

La SFRE est ainsi une structure solide dont les prêts ne correspondent pas à une dépense publique classique, mais plutôt à une facilité financière sécurisée et rémunérée. Les actifs apportés en garantie permettent aussi de limiter le taux d'intérêt pratiqué par la SFRE. Le mécanisme qui fixe ce taux permettra aux banques de se refinancer à un prix de marché normalisé, soit *grossa modo* aux conditions en vigueur au printemps dernier. Le second volet du plan porte sur le renforcement des fonds propres des institutions financières. Comme la Banque de France l'a réaffirmé, la solvabilité des établissements français est satisfaisante. Pour autant, afin de parer aux conséquences du ralentissement, il est apparu opportun de permettre aux banques de la renforcer. La solvabilité bancaire est mesurée par le ratio 'Tier One', qui est le rapport des prêts sur les fonds

propres, comme le capital social (en actions), les bénéfices mis en réserves et des titres spéciaux dits « hybrides ». Plus une banque accorde de prêts, plus elle a besoin de fonds propres.

La Société de prise de participation de l'État (SPPE) pourra ainsi souscrire jusqu'à 40 milliards d'euros de titres auprès des banques. Dans le cas d'une banque souhaitant renforcer ses fonds propres, il s'agira de titres hybrides dépourvus de droits de vote. Dans le cas d'une banque en difficulté, il s'agira d'actions ordinaires. Là encore, ce service n'est pas gratuit : les apports de la SPPE donneront lieu à une rétribution qui reviendra à son unique actionnaire, l'État.

En outre, les banques qui accéderont à ces ressources devront prendre, par convention, des engagements vis-à-vis de l'État. Tout d'abord, elles devront assurer une progression de 3 à 4 % de leurs encours de prêts à l'économie française d'ici à fin 2009. Les PME et les particuliers font l'objet de mentions spéciales, par exemple à propos des crédits-relais. Les banques devront ▶

Glossaire

Marché interbancaire : partie du marché monétaire réservée au refinancement des acteurs bancaires.

Eurogroupe : instance rassemblant les ministres des Finances de la zone euro. Elu parmi ses membres, son président est actuellement le luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Maturité : laps de temps qui sépare un titre financier de son remboursement. Par exemple, la maturité d'une obligation à échéance 2013 est de cinq ans.

Ratio Tier One : indicateur de solvabilité des institutions financières mesurant le rapport des prêts sur les capitaux propres.

Commission bancaire : présidée par le gouverneur de la Banque de France, cette autorité de l'Etat dispose d'un pouvoir de contrôle et de sanction sur les acteurs bancaires.



spécial liquidités bancaires

(suite de la page 5)

également respecter les recommandations éthiques du Medef quant à la rémunération des mandataires sociaux. Enfin, elles devront revoir les rémunérations des opérateurs de marché et formuler, sous six mois, des propositions à la Commission bancaire.

Ces mécanismes permettront aux banques d'assurer, dans la durée et en dépit d'un contexte défavorable, l'alimentation en crédit de l'économie française.

■ Quelle est la situation de Société Générale aujourd'hui ?

Société Générale a l'intention de participer à chacun des deux dispositifs. D'ici à la fin de l'année, elle bénéficiera

d'un apport de fonds propres hybrides de la part de la SPPE, à hauteur de 1,7 milliard d'euros. Le Groupe renforce ainsi sa solvabilité, son ratio Tier One Bale 2 étant passé de 8,2% en juin à 8,5% au 30 septembre et atteindrait 9% en intégrant l'apport en dettes hybrides de l'État.

Compte tenu de sa solidité financière, Société Générale a toujours pu se refinancer aisément à court terme. Son modèle de banque universelle lui permet de disposer d'un socle important de dépôts stables et de continuer à accompagner ses clients. Sur les douze derniers mois, les encours de prêts accordés par le Groupe aux ménages et aux entreprises ont cru respectivement de 10% et 18%.

repères

Agenda

Novembre 2008

21 Paris, rencontre avec les actionnaires (Salon Actionaria)

21-22 Salon Actionaria

Février 2009

18 Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2008

Mai 2009

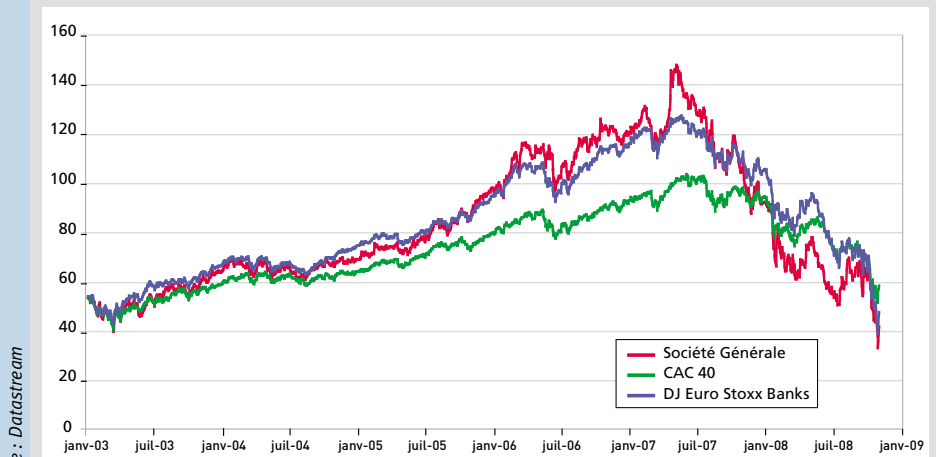
7 Publication des résultats du premier trimestre 2009

19 Assemblée Générale

Vie de l'action

Évolution des cours de Société Générale et des indices CAC 40 et Euro Stoxx Banks, au 30/10/2008

(base cours Société Générale, au 01/01/2003)



Source : Datastream

Retrouvez le cours de l'action en continu sur www.socgen.com



innovations



Société Générale s'appuie sur une forte capacité d'innovation tournée vers la satisfaction de ses clients sur ses différents marchés. C'est un état d'esprit qui permet, jour après jour, de saisir les changements de notre environnement, d'anticiper les besoins de nos clients en inventant de nouveaux produits, de nouveaux services...

■ Société Générale reconnue par l'Observatoire du management de l'innovation

L'Observatoire est réalisé par Bearing Point en partenariat avec TNS Sofres, L'Ecole nationale des ponts et chaussées et l'*Expansion*. Société Générale est l'une des 25 entreprises répertoriées dans le livre blanc des entreprises innovantes. Elle a été sélectionnée pour sa « capacité à générer, gérer et faire aboutir des idées, concepts ou objets de recherche ».



■ Société Générale récompensée par le magazine *Le Revenu*

Société Générale a multiplié les innovations destinées à simplifier la vie de ses clients au quotidien : les clients peuvent choisir le code de leur carte bleue, changer

d'agence en conservant leur numéro de compte ou connaître leur solde imprimé sur le ticket de retrait au distributeur. Le magazine économique *Le Revenu* a reconnu cette démarche en nommant Société Générale première du classement « Innovations ».



■ Trophées de l'innovation participative en France

Les Trophées de l'innovation participative® sont organisés chaque année par Innov'Acteurs, l'association française qui promeut l'innovation participative. Ces trophées récompensent les meilleures démarches d'innovation participative par les organisations (collectivités territoriales, entreprises, sites opérationnels, associations, etc.).

La filiale Franfinance de Société Générale (activité de crédit à la consommation destinée aux entreprises et aux particuliers) a été présélectionnée parmi 22 entreprises candidates. Les Trophées sont remis à l'occasion du Carrefour de l'innovation participative en France en novembre.

■ Création d'une chaire innovation

Le 2 octobre dernier, Société Générale a signé un partenariat avec Groupama, Cegid (fournisseur de logiciels comptables), Wolters Kluwer (Editions Lamy), Accenture et l'Ordre des experts comptables pour créer une chaire Innovation entrepreneuriale.

Cette chaire « L'Innovation au service des TPE/PME » a pour but de faire travailler ensemble les étudiants de trois écoles (l'ICN Business School/Commerce, l'Ecole nationale supérieure des mines de Nancy/Ingénieurs et l'Ecole nationale supérieure d'arts de Nancy) afin de proposer des solutions innovantes sur des thèmes d'intérêt pour la banque.





initiatives & engagements

Développement durable Partenariat avec l'ONG Geres

Le pôle Banque de financement et d'investissement renforce son offre environnementale en se rapprochant de l'ONG Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités.

Dans l'optique de renforcer sa position en matière d'ISR (Investissement socialement responsable), les équipes de Global equities and Derivatives solutions (GEDS) ont souhaité se rapprocher de l'ONG Geres – Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités. En France et dans huit pays d'Afrique et d'Asie, Geres intervient notamment sur des thématiques telles que les conditions de production,

les utilisations énergétiques de la forêt, le développement des énergies renouvelables, le traitement des déchets, etc. Par ce partenariat signé en septembre dernier, Société Générale apporte son soutien aux actions de l'ONG; elle lui reverse environ 10% des frais de gestion perçus sur les encours placés sur ces certificats 100% développement durable.



SOGElive : la grande opération de recrutement

Société Générale a lancé sa campagne de recrutement SOGElive.

La grande opération de recrutement intitulée SOGElive a débuté en France en septembre dernier. Ces journées permettent aux candidats de rencontrer les

collaborateurs du Groupe, de découvrir les 150 métiers de la banque, de connaître les opportunités de carrière et de postuler aux 600 postes à pourvoir cet automne. Une

approche centrée sur la politique RH d'un groupe attentif à la diversité des profils et des parcours, au développement de ses collaborateurs.

Directeur de la publication : Hugues Le Bret.
Dépôt légal : novembre 2008. ISSN en cours.
Société Générale. S.A. au capital de 738409055 euros.
Siège social à Paris, 29 bd Haussmann. 552 120 222 00013 R.C.S. Paris
Loi n° 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vos droits d'accès, de rectification et d'opposition à nos fichiers peuvent être exercés auprès du service Relations actionnaires individuels.
Conception et réalisation : Incidences – Le Pré-Saint-Gervais

RELATIONS ACTIONNAIRES INDIVIDUELS

Tours Société Générale, DEVL/INV
75886 PARIS CEDEX 18

Journal vocal - contacts :

N°Vert 0 800 850 820

Site internet : www.socgen.com/actionnaires

Courriel : actionnaires.individuels@socgen.com

Télécopie : 01 41 45 92 27